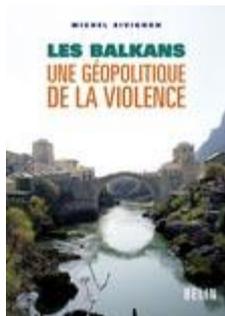


Bénédicte Tratnjek

29 janvier 2009

Les Balkans : une géopolitique de la violence (Michel Sivignon)

Michel Sivignon, 2009, Les Balkans : une géopolitique de la violence, Belin, collection Mappemonde, Paris, 208 p.



Aux portes de l'Europe riche, s'est jouée il y a quelques années une guerre aujourd'hui oubliée et dont il ne reste que des stigmates. Les Balkans sont devenus une sorte de « terra incognita » dans l'imaginaire collectif de l'opinion publique européenne. Pourtant, cette aire régionale soulève de nombreux défis dans la construction européenne. Le dernier ouvrage de synthèse consacré aux Balkans datait de 1994 (Georges Prévelakis, 1994, *Les Balkans*, Nathan, collection Géographie d'aujourd'hui, Paris, 192 p). Depuis, des ouvrages d'histoire et de relations internationales ont été publiés sur les Balkans, les guerres qui ont déchiré cette région et les enjeux actuels de l'instabilité de cette région, mais bien peu de géographie.

Le premier chapitre dresse un tableau des enjeux dans les Balkans en 2008. L'indépendance du Kosovo le 17 février 2008 marque une rupture qui « illustre de façon exemplaire les questions balkaniques d'aujourd'hui » (p. 15). Les débats des solutions politiques (qu'elles soient le fruit de négociations comme les accords de Dayton pour la Bosnie-Herzégovine, ou le fruit de l'échec des négociations comme l'auto-proclamation de l'indépendance du Kosovo) cachent de nombreux autres enjeux et, en tout premier lieu, la question de la cohabitation des communautés. Avec de nombreuses cartes, Michel Sivignon montre comment les discours sur les identités locales en rejet de « l'Autre » ont créé de nouveaux rapports entre les communautés.

Le chapitre 2 revient sur **les guerres de décomposition de l'ex-Yougoslavie comme principal facteur de la recomposition territoriale**. Alors que les regards de l'opinion publique européenne se focalisent sur le démantèlement du rideau de fer, la Yougoslavie est soumise à de nombreux soubresauts politiques à la succession de l'ancien président Josip Broz, dit Tito. Les tensions entre les populations sont exacerbées par des luttes de pouvoir. Michel Sivignon explique l'embrasement de l'ensemble de l'ex-Yougoslavie comme un jeu de dominos depuis la guerre de Slovénie en 1991. Une guerre (courte) oubliée, déclenchée à l'indépendance de cette ancienne République yougoslave mais dont les effets se sont faits sentir jusqu'à la guerre du Kosovo en 1999. Entre ces deux dates, la carte de l'aire balkanique

et celle de l'Europe se trouve profondément modifiée avec l'apparition d'Etats qui doivent tout construire en même temps et, surtout, leur identité.

Qu'appelle-t-on finalement « Balkans » ? Michel Sivignon revient, dans le chapitre 3, sur l'importance des mots et leur utilisation géopolitique. Aujourd'hui, on parle plus volontiers d'« Europe du Sud-Est », comme pour éloigner pour le symbole du nom les vieux démons des violences balkaniques. Michel Sivignon montre parfaitement que le nom « Balkans », d'usage récent, est fortement connoté et symbolise les tensions du XXe siècle.

La question du nom renvoie à celle des limites et des spécificités du territoire (chapitre 4). Michel Sivignon, rejetant tout déterminisme, montre qu'il existe un lien entre les caractéristiques physiques des territoires balkaniques et les enjeux géopolitiques. *« Le milieu naturel nous fournit-il une grille de lecture de la géographie politique des Balkans ? Dans une certaine mesure, oui. [...] Les caractéristiques physiques des territoires balkaniques pèsent de leur poids propre mais sont toutefois bien loin d'expliquer de manière satisfaisante leur évolution historique. Leur histoire est inscrite dans un cadre, mais elle n'est pas écrite par ce cadre. Déterminisme relatif, si cette expression a un sens »* (p. 51). Ce lien entre géographie physique et géographie politique est particulièrement explicatif des mobilités et de leurs contraintes. Michel Sivignon analyse l'ensemble balkanique en montrant les ouvertures et les fermetures « naturelles » et avant tout l'exploitation par la politique de ces déterminants. Les mobilités des populations sont analysées dans le temps long du peuplement des Balkans. Mais Michel Sivignon met en garde contre *« tout discours généralisateur [qui] est trompeur »* (p. 69) et montre que c'est bien l'utilisation des territoires par les hommes qui font l'histoire.

Dans le chapitre 6, Michel Sivignon analyse les modalités des constructions étatiques dans les différents pays balkaniques. Dans une région où les frontières sont récentes, l'identité nationale peine à s'installer alors que les communautés sont disséminées sur plusieurs Etats. A travers les mouvements de population et les sentiments identitaires (qu'ils soient fondés sur l'appartenance ethnique ou sur l'appartenance confessionnelle), **Michel Sivignon montre les nombreux défis qui se posent dans des Etats récents devant fédérer des populations** qui, pour certaines d'entre elles, se sont violemment affrontées. La question des langues dans les Balkans permet d'analyser le processus de construction étatique et les difficultés d'intégration voire, dans certains cas, le rejet pour certaines minorités. Mais la langue est aussi un « outil », si ce n'est une arme, utilisé pour se différencier des autres Etats : là où l'on parlait le serbo-croate dans toute l'ex-Yougoslavie à l'exception de la Slovénie et de quelques poches de minorités telles que le Kosovo, on parle aujourd'hui le serbe, le croate, le bosniaque, le monténégrin, le macédonien...

Les chapitres 6 et 7 sont consacrés à l'analyse des peuples balkaniques, de l'histoire de leur peuplement et de leurs territoires. Combien sont-ils ? Où vivent-ils ? Dans quelle situation se trouvent-ils dans les différents territoires (majorité/minorité) ? Quels sont les critères qui fondent leur identité en tant que peuple ? Comment acceptent-ils la présence de « l'Autre » ? A travers l'analyse des peuples grec, albanais, roumain, bulgare, serbe, monténégrin, croate, slovène, valaques, rom, juif, chypriote, moldave, macédonien, bosniaque, et certainement bientôt kosovar, et montre ainsi les différents processus d'intégration et d'exclusion qui font partie intégrante des discours politiques.

Le chapitre 8 met en exergue l'usage de la carte comme message, discours, instrument formant les imaginaires et les identités. Qui sont les acteurs de la cartographie ? Quels usages et dérives en ont été faits ? Quels messages sont cachés derrière des cartes localisant les

communautés ethniques ou religieuses ? Comment a-t-on fait mentir certaines cartes ? Comment a-t-on utilisé des figurés, des légendes et des thèmes qui attisent les tensions ? Quelle utilisation de la carte dans le processus de construction nationale ? « *Les atlas nationaux et plus encore les atlas à usage scolaire restent aujourd'hui des instruments de propagande* » (p. 139). L'exemple des atlas scolaires de Serbie et de Bosnie-Herzégovine représentant le territoire bosniaque tout en niant « l'Autre » est parfaitement éloquent : tandis que dans la Fédération bosno-croate certaines cartes scolaires laissent toute la Republika Srpska (comme si ce territoire ne faisait pas partie intégrante de la Bosnie-Herzégovine), **les cartes scolaires distribuées en Serbie nient l'existence de la Fédération**, et ne figurent que la Republika. L'analyse de l'utilisation de la carte comme discours politique montre combien les tensions entre les différentes communautés sont toujours vivaces et combien elles s'intègrent dans le processus de construction d'une identité nationale.

Le chapitre 9 conclut sur les enjeux géopolitiques actuels en analysant les frontières multiscalaires. Michel Sivignon montre non seulement les problématiques autour de la multiplication des frontières interétatiques dans les Balkans depuis 1990, mais revient également sur des lignes de fracture plus anciennes telles que les frontières qui ont « formaté » l'histoire du peuplement dans les Balkans (influence latine / influence grecque, Empire austro-hongrois / Empire ottoman, rideau de fer). Michel Sivignon analyse également la question des frontières intraétatiques, entre des limites officialisées (comme l'*Inter Entity Border Line* issue des accords de Dayton) et des frontières vécues (notamment à travers les nombreux cas de frontières urbaines, telles que dans les villes de Mitrovica, de Tetovo, de Mostar et de Sarajevo). Il montre combien les impacts des nettoyages ethniques se sont inscrits dans l'appropriation des territoires et dans les pratiques spatiales. « **La frontière est aussi dans les têtes** » (p. 151). Les frontières vécues sont également l'enjeu de marqueurs territoriaux : il s'agit à la fois de déterminer son identité et de délimiter son territoire, comme le montre l'exemple de l'alphabet comme frontière. Les conséquences des nettoyages ethniques posent également le défi des retours des réfugiés, mais avant tout des déplacés qui n'ont pas toujours la possibilité de revenir dans leur terre d'origine. Derrière le mythe des retours, le nombre des déplacés reste un problème à la fois économique, social et un facteur de déstabilisation. La question de l'émergence des frontières se pose enfin, entre les pays et au sein des pays balkaniques sur les critères économiques. Alors que certaines zones bénéficient d'un effet-frontière positif grâce à la multiplicité des échanges économiques, **on constate davantage des déplacements fuyant des zones rurales en cours de paupérisation**, voire fuyant le pays pour des ailleurs tels que l'Union européenne.

Le chapitre 10 revient sur les interrogations multiscalaires de l'introduction et sur la voie de l'intégration dans l'Union européenne comme processus de stabilisation des Balkans. « *Tous les Etats balkaniques souhaitent entrer dans l'Union et ont vocation à y entrer* » (p. 169). Déjà cinq Etats balkaniques sont membres de l'UE (la Grèce depuis 1981, la Slovaquie et Chypre depuis 2004, et la Bulgarie et la Roumanie depuis 2007), sept Etats restent pour l'instant en marge de cet élargissement (la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Serbie, Le Kosovo, la Macédoine et l'Albanie). Ainsi, **une nouvelle frontière s'est insérée dans les Balkans, marginalisant d'autant (d'un point de vue politique et économique) les pays encore absents de la liste des adhérents, et les « enclavant » au cœur de l'espace de libre circulation européen**. Cette intégration à « deux vitesses » semblent redessiner une nouvelle carte des Balkans, avec des pays qui s'en éloignent fortement (la Grèce, la Slovaquie et de plus en plus la Croatie) et des pays qui restent ancrés dans des problématiques conflictuelles internes et externes, qui en font des « zones grises » particulièrement

vulnérables à la déstabilisation (comme le montre le cas du développement de la criminalité organisée dans les zones les plus instables).

Au final, Michel Sivignon offre ici un ouvrage sur les Balkans d'une grande originalité, qui vient compléter à propos les ouvrages d'histoire et de relations internationales grâce à la mise en perspective des différentes problématiques géographiques. Les territoires du quotidien, les territoires de la contestation, les territoires de la violence, mais également les territoires pacifiés et les territoires de l'entente y sont analysés et confrontés afin de permettre au lecteur de comprendre, avec un grand esprit de synthèse sans raccourci, les enjeux contemporains de cette région en cours de recomposition, destinée à intégrer l'Union européenne.

Compte rendu : Bénédicte Tratnjek

Voir également :

- Le compte-rendu du Café géo [« Les relations entre les Balkans et l'Europe »](#) avec Michel Sivignon (13 décembre 2002), en lien avec le chapitre 10.
- Le compte-rendu du Café géo [« Le péché cartographique : le cas des Balkans »](#) avec Michel Sivignon (21 mars 2000), en lien avec le chapitre 8